



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gendarmerie et police

Question au Gouvernement n° 3888

Texte de la question

RENFORCEMENT DES EFFECTIFS DE POLICE

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Touraine, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Jean-Louis Touraine. Monsieur le ministre de l'intérieur, votre venue à Lyon, la semaine dernière, a permis d'honorer deux forums internationaux consacrés à la sécurité et à la tranquillité publique, dont *Technology Against Crime*, et a reconnu la place particulière de Lyon dans le dispositif de lutte contre la grande criminalité et le terrorisme.

M. Christian Jacob. Eh bien, voilà qui va changer les choses !

M. Jean-Louis Touraine. À cette occasion, vous avez rappelé qu'au total, plus de 9 000 emplois auront été créés dans la police et la gendarmerie en 2017, alors que, comme chacun le sait, 13 000 postes dans les services de sécurité avaient été supprimés par l'ancienne majorité de droite. Votre action s'est aussi traduite par le renforcement du renseignement, l'accroissement des crédits, la modernisation des véhicules, des armes et des gilets pare-balles.

Plus spécifiquement, 2016 verra les effectifs des policiers, gendarmes et adjoints de sécurité augmenter de 249 fonctionnaires dans la métropole de Lyon et dans le département du Rhône. Ces renforts feront plus que compenser la regrettable diminution des effectifs planifiée et réalisée sous le précédent quinquennat dans le Rhône. La lutte contre le terrorisme et contre toutes les formes d'insécurité sera ainsi rendue plus efficace.

La sécurité des Français ne saurait être assurée sans des moyens humains à la hauteur des enjeux. Dès son arrivée au pouvoir en 2012, le Gouvernement a créé des zones de sécurité prioritaires – ZSP ; cinq ont été retenues dans la métropole de Lyon, dont deux dans la ville de Lyon, d'abord dans le quartier de La Duchère, puis dans le quartier Mermoz, dans le huitième arrondissement. Cette dernière ZSP n'avait pas encore fourni tous ses effets positifs, car le nombre d'agents mobilisés n'était pas tout à fait suffisant – difficulté dont je vous ai fait part récemment.

Grâce aux efforts annoncés, le défi sécuritaire pourra enfin être relevé dans ces quartiers. Néanmoins, pourriez-vous, monsieur le ministre, indiquer combien de ces nouveaux fonctionnaires de police seront attribués à la sécurisation de la ZSP de Mermoz, ainsi que...

M. le président. Merci, cher collègue.

La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, je profite de votre question pour dire que l'on peut théoriser à l'infini sur l'autorité de l'État, mais il convient de rappeler qu'en l'espace de cinq ans, treize unités de forces mobiles et 13 000 emplois dans les forces de police et de gendarmerie avaient été supprimés...

M. Christian Jacob. À l'époque, il y avait un vrai ministre de l'intérieur !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. Non, à l'époque il y avait de très mauvaises décisions et une très mauvaise inspiration ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.– Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. le président. Allons, allons, chers collègues !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. Dans le même temps, les crédits des forces de police et de gendarmerie avaient diminué de 17 % : vous conviendrez avec moi que face à un tel désastre,...

M. Christian Jacob. C'est vous, le désastre !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. ...à un tel dépouillement des forces de sécurité, il était temps de réagir ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.– Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

Moi, je ne suis pas dans l'excitation, l'agitation ou l'effervescence.

M. Christian Jacob. Non : vous êtes dans l'inefficacité et la nullité !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. Calmement, je pose des actes et, grâce aux arbitrages du Président de la République et du Premier ministre, nous avons créé 9 000 emplois.

M. Christian Jacob. Zéro !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. Eh oui : 9 000 emplois en cinq ans ! Et nous avons aussi augmenté de 17 % les crédits des forces de sécurité !

Cela m'a permis d'annoncer la semaine dernière à Lyon, où les effectifs de police avaient très fortement chuté, l'affectation au département du Rhône de 249 fonctionnaires : 75 policiers dans la circonscription de Lyon, auxquels s'ajouteront 133 adjoints de sécurité, des gendarmes dans le département et un rééquipement complet des brigades anti-criminalité – BAC – et des pelotons de surveillance et d'intervention de la gendarmerie – PSIG. Ces effectifs pourront être affectés dans les zones de sécurité prioritaires où, depuis le début de l'année, les atteintes aux biens ont diminué de 24 % et celles aux personnes de 49 %.

M. Christian Jacob. Tout va bien, alors ?

M. Bernard Cazeneuve, ministre. Voilà ce que nous faisons très concrètement – ce qui vous permettra, monsieur Jacob, de continuer à vociférer de manière à vous détendre face à des résultats de cette nature ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Louis Touraine](#)

Circonscription : Rhône (3^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3888

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [4 mai 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 mai 2016](#)